#OCCUPATIONODÉON

Paris, le 9 mars 2021,

Les fédérations des arts de la rue en Auvergne-Rhône-Alpes (AURA), Bretagne (Fédé Breizh), Île-de-France (FéRue), Occitanie (Pôle Sud) et la Fédération Nationale des Arts de la Rue apportent leur soutien plein et entier aux occupant·e·s du théâtre national de l'Odéon.

Depuis le jeudi 4 mars, face à l'inaction du gouvernement, qui a choisi de privilégier les lieux de grande consommation et de maintenir fermés les lieux de vie, de liberté et de sociabilité, des travailleuses et travailleurs des secteurs de la culture, de l'événementiel et du tourisme occupent le théâtre national de l'Odéon.

Car nous considérons l'art comme ciment démocratique, comme graine du commun et comme pourvoyeur de lien social,

Car nous sommes des professionnel·le·s et avons prouvé nos capacités à nous adapter,

Car nous refusons que les travailleuses et travailleurs précaires et intermittent·e·s de l'emploi subissent de plein fouet les conséquences de la crise sanitaire,

Car l'urgence est aussi à la réactivation d'émotions collectives, à la poétisation et à la réappropriation de l'espace public, lieu des imaginaires et du bien commun,

Car c'est dans la convergence des luttes que nous ferons advenir un futur désirable pour toutes et tous,

Nous défendons et portons, communément avec les occupantes, les revendications suivantes :

- Une politique d'action culturelle cohérente et concertée, qui permette aux équipes, moralement et physiquement épuisées, d'arrêter de naviguer à vue,
- La prolongation de l'année blanche, au-delà du 31 août 2021 et jusqu'au retour à la normale de tous les secteurs d'activités impactés par la pandémie, ainsi que son élargissement à toutes les travailleuses et travailleurs précaires et intermittentes de l'emploi,
- Des réponses concrètes et la mise en œuvre d'un plan massif de soutien à l'emploi, en concertation avec les organisations représentatives des salarié·e·s,
- Des moyens pour garantir les droits sociaux dont les caisses sont menacées par l'arrêt des cotisations,
- Des moyens pour garantir l'accès de tou·te·s aux congés maternité et aux congés maladie indemnisés.
- Le retrait de la réforme de l'assurance chômage.

Par notre secteur d'activité, nous sommes convaincu·e·s que c'est dans la rue que les choses se font. Nous appelons à rejoindre le mouvement, à l'amplifier et à maintenir le rapport de force pour ne pas être les sacrifié·e·s de la politique du « quoi qu'il en coûte ».

Solidaires avec les travailleuses et les travailleurs précaires et intermittent·e·s de l'emploi, nous devons regagner l'espace public et occuper toujours plus de lieux pour faire entendre nos revendications.









